



06 AVR. 2012

PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE
LA PROTECTION DES POPULATIONS
Service Protection de l'Environnement
PE/CD

Annecy, le 5 avril 2012

LE PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

ARRETE n° 2012096-0006

de prescription d'études d'identification de l'impact et de mesures de gestion – Société Metal X à Publier

VU le code de l'environnement et notamment le titre Ier du livre V, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, le titre IV du livre V relatif aux déchets, et le titre 1er du livre II relatif à l'eau et aux milieux aquatiques,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 11 novembre 2010 portant nomination de M. Philippe DERUMIGNY, Préfet, en qualité de Préfet de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du Code de la Santé Publique ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2004.337 du 24 février 2004 prescrivant à la S.A.R.L. METAL X la réalisation d'une étude de sol comportant notamment un diagnostic initial et une étude simplifiée des risques établis suivant le guide méthodologique (version 2 de mars 2000) en matière de gestion des sites potentiellement pollués élaboré par le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2004.338 du 24 février 2004 prescrivant à la S.A.R.L. METAL X la réalisation d'une étude hydrogéologique ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2009 – 3263 du 1er décembre 2009 autorisant la S.A.R.L. METAL X à poursuivre l'exploitation des installations situés 645 route de la Dranse à PUBLIER ;

VU le rapport de diagnostic de sols aux abords de la Dranse établi le 13 avril 2006 par CSD AZUR .

Considérant que le rapport de diagnostic initial fourni par CSD AZUR le 13 avril 2006 suite à l'arrêté préfectoral n°2004.337 du 24 février 2004 est incomplet dans la mesure où le diagnostic initial n'a pas été suivi d'une étude simplifiée des risques ;

Considérant qu'il convient désormais d'appliquer la note ministérielle du 8 février 2007 définissant les modalités de gestion et de réaménagement des sites pollués en lieu et place du guide méthodologique de mars 2000 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 15 février 2011

VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques réuni le 9 mars 2011 ;

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

ARRETE

Article 1 : objet

La S.A.R.L. METAL X , dont le siège social est situé 645 route de la Dranse à PUBLIER, est tenue de se conformer au présent arrêté en vue de protéger les intérêts mentionnés à l'article L 511.1 du Code de l'environnement.

Article 2 : identification de l'impact

Article 2.1 : Sur le site - Etat des lieux et diagnostic

Afin d'identifier l'impact éventuel de la pollution constatée sur les milieux, la SARL METAL X réalisera une étude comprenant à minima les éléments suivants :

- une analyse historique du site permettant d'identifier les activités passées susceptibles d'être à l'origine de la pollution ;
- une étude de la vulnérabilité de l'environnement sur la base :
 - des éléments issus d'une visite des lieux et de ses environs immédiats
 - des paramètres conditionnant les modes de transfert des polluants.
- un diagnostic des milieux (sols, eaux souterraines, superficielles et air si nécessaire). Ce diagnostic permettra notamment de circonscrire les différentes pollutions constatées.

Les paramètres ayant été détectés lors du diagnostic de sols (Argent, fer, chrome 6) seront ajoutés à la liste des paramètres de l'AP du 1/12/2009 sur 4 campagnes consécutives. Si lors de ces campagnes ces paramètres ne sont pas détectés, ils pourront être exclus des paramètres à analyser. Le cas échéant, l'analyse de ces paramètres sera poursuivie.

Les résultats seront comparés :

- pour les sols, d'une part, au fond géochimique naturel local ou à l'état initial de l'environnement
- pour les autres milieux, d'autre part, à des valeurs guides nationales ou internationales reconnues telles que celles définies dans l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 susvisé.

Cette étude doit ainsi permettre d'élaborer un bilan de l'état des milieux, et doit inclure l'identification et la caractérisation des sources de pollution identifiées, la mesure de l'extension de la pollution dans

les milieux de transfert et d'exposition, et la compréhension des mécanismes de transfert des polluants vers et dans ces milieux.

En cas de constat de pollution des eaux souterraines étendue aux puits aval, d'autres puits seront forés, afin de déterminer l'extension de la pollution.

Article 2-2 : A l'extérieur du site - Caractérisation de l'état des milieux

L'objectif principal est de s'assurer que les milieux étudiés hors site ne présentent pas d'écart par rapport à la gestion sanitaire mise en place pour l'ensemble de la population. Les usages réels des milieux ainsi que les modes plausibles de contamination seront étudiés. Les résultats seront représentés sous forme de schémas conceptuels, le but étant de cerner les enjeux importants à protéger.

Pour cela, les étapes mentionnées à l'article 2.1 seront suivies.

Un recensement des cibles potentielles (habitation, source d'alimentation en eau potable, puits privés, ressources naturelles à protéger...) susceptibles d'être atteintes par la pollution sera réalisé.

Des mesures sur l'ensemble des milieux (milieux sources, milieux exposition...) seront réalisées et complétées, le cas échéant, par des modélisations pour orienter la recherche des zones impactées.

Les résultats de ces mesures seront comparés à l'état initial de l'environnement, aux milieux naturels voisins et à des valeurs de gestion réglementaires pour les voies et les scénarii d'exposition pertinents identifiés dans le schéma conceptuel.

Les références suivantes devront être utilisées :

milieux	références
sol	<ul style="list-style-type: none">- état initial de l'environnement, si l'information est disponible ou environnement témoin,- fond géochimique naturel local
eau	<ul style="list-style-type: none">- critères de potabilité des eaux définies dans l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 susvisé, dans le cas d'une éventuelle exposition par l'ingestion d'eau,- critères de qualité des eaux brutes destinées à la production d'eau potable si la ressource « eau » n'est pas encore utilisée mais doit être préservée en vue d'un usage eau potable, ou le cas échéant aux critères de potabilité des eaux
denrées alimentaires	<ul style="list-style-type: none">- règlement européen CE/1831/2003
Ressources naturelles à protéger	<ul style="list-style-type: none">- directive cadre sur l'eau,- ZICO,- ZNIEFF,- réserve naturelle,
air	<ul style="list-style-type: none">- valeurs réglementaires dans l'air ambiant extérieur

Dans le cas où il n'est pas possible de comparer les résultats d'analyse à des valeurs de gestion réglementaires, une évaluation quantitative des risques sanitaires sera menée. Les substances seront prises isolément, sans procéder à l'addition des risques.

Article 3 : mesures de gestion

A l'issue du diagnostic du site et de la caractérisation de l'état des milieux, des mesures de gestion seront proposées.

Dans un premier temps, le traitement des points chauds de pollution sera réalisé.

Les mesures de gestion seront établies sur la base d'un bilan coûts-avantages en identifiant les différentes options de gestion possibles (traitement sur site, hors site, excavations, mesures de constructions actives ou passives, confinement, restrictions d'usage, etc).

Ce bilan devra permettre d'atteindre le meilleur niveau de protection de l'environnement, humain et naturel, à un coût raisonnable, tout en assurant la protection des intérêts mentionnées au L. 511-1 du code de l'environnement. Les coûts devront notamment considérer les durées de traitement.

Il conviendra de veiller à privilégier les options qui permettent :

- en premier lieu, l'élimination des sources de pollution ou des « points chauds »
- en second lieu, la désactivation des voies de transfert

Si, après une comparaison de l'état des milieux hors du site aux valeurs réglementaires ou une évaluation quantitative des risques sanitaires, une incompatibilité est mise en évidence entre les usages et les milieux d'exposition, les mesures de gestion auront pour objectif de restaurer la compatibilité de l'état des milieux hors du site avec les usages qui leur sont fixés.

L'étude comprendra en outre une synthèse technique et non technique.

A l'issue des étapes précédentes, l'exploitant s'assurera des mesures de surveillance environnementale à maintenir visant à évaluer l'efficacité des mesures de gestion retenues.

Article 4 : bilan quadriennal

Dans tous les cas, à l'issue des investigations sur site et hors site et des mesures de gestion proposées, un bilan quadriennal de surveillance des milieux devra être transmis à l'inspection des installations classées.

Article 5 : choix des prestataires

Pour réaliser cette étude, la SARL METAL X devra s'attacher les services d'un organisme qualifié à cet effet, dont le choix sera transmis, pour information, à l'Inspecteur des Installations Classées.

Article 6 : échéancier avant travaux

La SARL METAL X devra respecter l'échéancier ci-dessous, à compter de la notification du présent arrêté, pour la transmission des documents à l'inspection des installations classées :

- | | |
|---|---------------|
| - diagnostic et caractérisation de l'état des milieux | 3 mois |
| - mesures de gestion, accompagnées de la proposition de suivi quadriennal des milieux | 6 mois |

Article 7 : frais

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 8

Le présent arrêté sera notifié à la SARL METAL X.

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement la présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Grenoble :

1° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte leur a été notifié,

2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage dudit acte, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 9

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie de PUBLIER pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Article 10 :

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute Savoie, Madame la Directrice Départementale de la Protection des Populations et Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées pour la région Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à Monsieur le Maire de PUBLIER.

Pour ampliation,
La chef du service,


Michèle ASSOUS



Le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Signé Christophe NOËL du PAYRAT

